



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIESI SAS

11 Avenue Dubonnet
92400 Courbevoie

Références : 2025-094
Code AIOT : 0010009361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement CHIESI SAS implanté 2 Rue des Docteurs Alberto et Paolo Chiesi 41260 La Chaussée-Saint-Victor. L'inspection a été annoncée le 18/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée pendant les travaux d'extension du site. Elle a également permis de traiter les suites de l'incident du 04/04/2024 relatif à la fissure de la cuve concentrats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIESI SAS
- 2 Rue des Docteurs Alberto et Paolo Chiesi 41260 La Chaussée-Saint-Victor
- Code AIOT : 0010009361

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situation de l'entreprise :

L'établissement CHIESI exerce une activité de fabrication de médicaments sous forme de poudre et de conditionnement secondaire d'aérosols. Cet établissement emploie 280 salariés à fin 2024. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 07 juin 2024.

Le projet de remplacement du gaz propulseur des aérosols se poursuit. L'exploitant précise que l'extension de son établissement réalisée dans ce cadre est qualifiée et validée, et qu'il a débuté la production des premiers lots utilisant le gaz R152a. L'installation est actuellement en période transitoire et monte en puissance progressivement. La réception des travaux d'extension est prévue en juillet 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Localisation des zones à risque	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Déclaration annuelle GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantités éthanol et R152a	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.2.2	Sans objet
3	Stockage extérieur temporaire R152a IBC	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.1.3	Sans objet
4	Stockage extérieur R152a IBC sous auvent	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.1.3	Sans objet
5	Stockage extérieur éthanol	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.1.3	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie – Réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.3.1	Sans objet
7	Etanchéité de la cuve	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	concentrats		
8	Entretien cuve concentrats et gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 3.2	Sans objet
9	Evapococentrteur – Identification du fluide frigorigène	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 (annexe)	Sans objet
10	Evapoconcentrateur - Marque de contrôle – Absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités éthanol et R152a

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.2.2			
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des quantités d'éthanol et de R152a			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant est en mesure de justifier que les quantités d'éthanol et de R152a qu'il détient sont inférieures ou égales aux quantités suivantes :			
S u b s t a n c e o u m é l a n g e	Quantité (tonne)	État	Section
Aérosols R152a (Stockage produits finis)	53	Liquide	4320
R152a (isotank, IBC, c u v e tampon/déchets/récupération)	28	Gaz liquéfié	4718
Éthanol	20	Liquide	4331
Constats :			

<p>Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'exploitant a présenté le contrôle des quantités présentes sur site daté de la semaine en cours. Les quantités d'éthanol et de R152a sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aérosols R152a (stockage produits finis) : 0,12 t ; - R152a (isotank, IBC, cuve tampon/déchets/récupération) : 7782 L soit à 7,1 t (5 IBC pleins + 2,5 t de déchets) ; - Éthanol : 13800 L soit 10,9 t (7 x 1000 L + 1 cuve de 6000L + 1 IBC rempli à 800 L (déchets)). <p>Ces quantités sont inférieures aux quantités maximales autorisées. Aucune incohérence n'a été constatée entre les quantités indiquées par l'exploitant et les stocks vus sur site lors du contrôle.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Localisation des zones à risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'exploitant a présenté son plan de défense incendie (PDI) validé en juin 2024 par le SDIS41, qui comprend une carte permettant d'identifier les différentes zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine de risques. Chaque risque est associé à un pictogramme et à une couleur pour une lisibilité claire de la nature du risque. La carte n'est cependant pas tenue à jour : la zone de stockage HFA 152a n'est par exemple pas représentée alors que les travaux sont terminés.</p> <p>Conclusion : Le plan permettant de reporter les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine de risques (incendie, explosion, émanations toxiques) n'est pas tenu à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. L'exploitant veillera également à actualiser le plan de localisation</p>

des risques en intégrant l'ensemble des travaux d'extension en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Stockage extérieur temporaire R152a IBC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.1.3											
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation											
Prescription contrôlée : Les stockages sont conformes à l'étude des dangers du dossier visé à l'article 1.3 du présent arrêté et aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables susvisés. En particulier, les principaux stockages présentent les caractéristiques suivantes : [...] <table> <tr> <th>Stockage</th><th>Nature des produits stockés</th><th>Quantité maximale</th><th>Dispositions spécifiques</th></tr> <tr> <td>Stockage extérieur temporaire</td><td>IBC de R152a</td><td> Phase R&D de R152a : 18 IBC de 930 L Après introduction du R152a dans les lots commerciaux : 10 IBC de 930 L Après remplacement du R134a : suppression de cette aire de stockage </td><td> Bâche de protection thermique Extincteurs poudre Zone balisée par une matérialisation adaptée (mesure de protection contre les chocs sollicitée par le SDIS41) </td></tr> </table> [...] 				Stockage	Nature des produits stockés	Quantité maximale	Dispositions spécifiques	Stockage extérieur temporaire	IBC de R152a	Phase R&D de R152a : 18 IBC de 930 L Après introduction du R152a dans les lots commerciaux : 10 IBC de 930 L Après remplacement du R134a : suppression de cette aire de stockage	Bâche de protection thermique Extincteurs poudre Zone balisée par une matérialisation adaptée (mesure de protection contre les chocs sollicitée par le SDIS41)
Stockage	Nature des produits stockés	Quantité maximale	Dispositions spécifiques								
Stockage extérieur temporaire	IBC de R152a	Phase R&D de R152a : 18 IBC de 930 L Après introduction du R152a dans les lots commerciaux : 10 IBC de 930 L Après remplacement du R134a : suppression de cette aire de stockage	Bâche de protection thermique Extincteurs poudre Zone balisée par une matérialisation adaptée (mesure de protection contre les chocs sollicitée par le SDIS41)								
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'exploitant a indiqué que la zone de stockage extérieur temporaire R152a IBC n'était plus présente sur site puisque les travaux de la zone définitive de stockage sous auvent sont terminés. Conclusion : Pas d'écart constaté.											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 4 : Stockage extérieur R152a IBC sous auvent

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.1.3

Prescription contrôlée :

Les stockages sont conformes à l'étude des dangers du dossier visé à l'article 1.3 du présent arrêté et aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables susvisés. En particulier, les principaux stockages présentent les caractéristiques suivantes :

Stockage	Nature des produits stockés	Quantité maximale	Dispositions spécifiques
<p>Stockage de gaz inflammable liquéfié</p> <p>Auvent</p>	Gaz R152a	<p>Autorisation 2021 : Deux isotanks de 14,5 m³</p> <p>Avec projet 2023 : 1 isotank de 20 m³ et 10 IBC de 930 L</p>	<p>Détection incendie</p> <p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>Isotanks placés à 50 m des limites de propriété (et à 45 m des bâtiments avec la mise en œuvre du projet 2023 au lieu de 65 m dans le cadre de l'autorisation 2021)</p> <p>Protection de la chaleur par un toit</p> <p>Bouclier solaire sur cuve</p> <p>Ouvertures hautes et basses afin d'assurer une ventilation naturelle (mesure sollicitée par le SDIS41)</p> <p>Détection de fuite et douche de refroidissement (déluge)</p> <p>Isotanks protégés contre les chocs</p> <p>Système de branchement sécurisé avec vanne de type « Arta » pour sécuriser la phase de raccordement</p> <p>Adéquation du matériel électrique</p> <p>Mise à la terre</p>

			Mise à la terre
--	--	--	-----------------

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'inspection des installations classées a visualisé sur site la zone de stockage extérieur sous auvent du R152a (matières premières liquides). 5 IBC étaient stockés conformément aux quantités indiquées par l'exploitant (aucun isotank n'a encore été mis en place). Les dispositions spécifiques mises en œuvre sont conformes aux dispositions spécifiques définies dans l'arrêté : zone de stockage entièrement protégée par un toit, présence de détecteurs incendie, présence de moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs + sprinklage), etc.

Conclusion :
Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage extérieur éthanol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.1.3			
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages			
Prescription contrôlée :			
<p>Les stockages sont conformes à l'étude des dangers du dossier visé à l'article 1.3 du présent arrêté et aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables susvisés. En particulier, les principaux stockages présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>[...]</p>			
Stockage	Nature des produits stockés	Quantité maximale	Dispositions spécifiques
S t o c k a g e i n t e r m é d i a i r e	Éthanol Gaz R152a	<p>Autorisation 2021 : Ethanol : une cuve fixe en inox de 6 m³, quatre cuves mobiles de 1 m³ dont deux cuves de 1 m³ d'éthanol usagé (mélange éthanol et eau). Gaz R152a : quatre cuves de 1 m³ (s t o c k a g e intermédiaire et</p>	<p>Mur coupe-feu REI 120 entre les stockages d'éthanol et de gaz Pour la mise en service du projet 2023, ce mur fait l'objet de travaux d'extension tel que décrit dans le dossier version 7 de juin 2023.</p>

		intermédiaire et récupération des gaz de production et de test). Avec projet 2023 : Ethanol : deux cuves fixes en inox de 6 m ³ , quatorze cuves mobiles de 1 m ³ dont deux cuves de 1 m ³ d'éthanol usagé (mélange éthanol et eau). Gaz R152a : quatre cuves de 1 m ³ (s t o c k a g e intermédiaire et récupération des gaz de production et de test).	Détection incendie Moyens de lutte contre l'incendie Protection de la chaleur par un toit D i s p o s i t i f s d ' a b s o r p t i o n Détection de fuite au niveau de la rétention Détection de niveau de remplissage avec alarme sonore en cas de niveau haut Adéquation du matériel électrique Mise à la terre
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'inspection des installations classées a visualisé sur site la zone de stockage extérieur où sont stockés l'éthanol et le gaz R152a (stockage intermédiaire et récupération des gaz de production et de test). Un mur coupe-feu a bien été mis en place afin de séparer les stockages d'éthanol et de gaz. Les deux cuves d'éthanol sont installées (la 2^e cuve est vide à ce jour). Les dispositions spécifiques mises en œuvre sont conformes aux dispositions spécifiques définies dans l'arrêté : zone de stockage entièrement protégée par un toit, présence de détecteurs incendie et détecteurs de gaz, présence de moyens de lutte contre l'incendie, présence de détection de fuite au niveau de la rétention, etc.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – Réserve d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés ci-après :

[...]

-Réserve d'eau privée :

Autorisation 2021 : une réserve eau aérienne de 280 m³ au minimum, située sur le parking du personnel), et alimentée par les eaux pluviales. L'exploitant s'assure que cette réserve est disponible en permanence en cas d'intervention. Deux aires de stationnement de 40 m² (4 x 10 m) accessibles en tout temps, via un cheminement stabilisé de 3 m de largeur et de 3,5 m de hauteur minimum, sont accolées à cette réserve, pour permettre la mise en aspiration des moyens du SDIS ;

Avec le projet d'extension 2023 : une réserve d'eau de 480 m³ au minimum, située au nord-ouest du site (à l'issue des travaux, prévoir une réception par le SDIS 41). L'exploitant s'assure que cette réserve est disponible en permanence en cas d'intervention (suppression de la précédente réserve de 280 m³). Une aire de stationnement de 40 m² (4 x 10 m) accessibles en tout temps, via un cheminement stabilisé de 6 m de largeur et de 3,5 m de hauteur minimum, sont accolées à cette réserve, pour permettre la mise en aspiration des moyens du SDIS ; en complément, la zone extérieure est équipée de 6 poteaux incendie, capables de fournir un débit simultané sur 2 poteaux de 120 m³/h pendant 2 heures.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place sur site de la nouvelle réserve d'eau de 480 m³ minimum, avec une aire de stationnement adjacente. L'exploitant a indiqué que la réserve était en attente de réception par le SDIS41 et que la précédente réserve était toujours opérationnelle.

Conclusion :

Pas d'écart constaté, l'exploitant informera l'inspection des installations classées lorsque la nouvelle réserve sera réceptionnée par le SDIS41.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etanchéité de la cuve concentrats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conception et gestion des réseaux et points de rejets

Prescription contrôlée :

[...]

Eaux industrielles traitées par évapoconcentration. Les concentrats issus de ce procédé sont des déchets, ils sont stockés dans une cuve enterrée étanche de 20 m³ avant d'être évacués vers une filière de traitement adaptée.

[...]

Constats :

Le 04/04/2024, la ronde journalière a suspecté une possible baisse du niveau de la cuve enterrée contenant les concentrats issus des eaux industrielles traitées par évapo-concentration (cuve mise en place en 2021).

Le 05/04/2024, les investigations menées par l'exploitant ont confirmé la baisse du niveau de la cuve. L'exploitant a donc procédé à l'évacuation des concentrats contenus dans la cuve et a

<p>sollicité l'intervention de la société SOA pour une expertise de l'intégrité de la cuve.</p> <p>Le 12/04/2024, l'intervention de SOA a permis de mettre en évidence une fissure sur la partie haute médiane de la cuve. L'exploitant a donc arrêté l'utilisation de cette cuve (arrêt du transfert des concentrats) et a modifié son process en mettant en place des collectes plus fréquentes de ses eaux usées industrielles.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 12/04/2024 et a transmis la fiche de notification d'accident dûment complétée le 19/04/2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'exploitant a précisé que la cause suspectée de l'accident était liée à l'épaisseur insuffisante de la dalle présente à la surface de la cuve (absence de note de calcul justifiant de l'épaisseur). Après avoir procédé au remplacement de la cuve par une nouvelle cuve double-peau, l'exploitant a refait la dalle de surface. Par ailleurs, il prévoit de mettre en place une sonde de niveau pour faciliter la détection de fuite. A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le justificatif d'étanchéité de la nouvelle cuve (rapport du 21/08/2024, test à l'air concluant).</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien cuve concentrats et gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et gestion des réseaux et points de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, l'exploitant a indiqué qu'un système automatique de nettoyage était en place pour la cuve de concentrats (système CIP Clean-In-Place).</p> <p>Suite à l'accident du 04/04/2024, l'exploitant a indiqué avoir procédé à l'évacuation de 232 t de déchets dangereux jusqu'au 26/09/2024 en attendant la mise en place de la cuve double-peau. Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté le bordereau de suivi de déchets daté du 05/04/2024 et correspondant à l'évacuation de 23,16 t de concentrats (évacuation des deux cuves de concentrats). Les déchets ont été traités par SOTREMO le 07/04/2024.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Evapococentracteur – Identification du fluide frigorigène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 (annexe)
Thème(s) : Autre, Identification des équipements contenant des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides. Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, la visite du local contenant l'évapoconcentrateur permettant de traiter les eaux usées industrielles et générer les concentrats a permis de vérifier la bonne identification du fluide frigorigène contenu : 25,5 kg de R134a. Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Evapoconcentrateur - Marque de contrôle – Absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Autre, Marque de contrôle à apposer
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15/01/2025, la visite du site a permis de confirmer la bonne présence de la marque de contrôle d'étanchéité sur l'évapoconcentrateur : vignette bleue 15761. Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déclaration annuelle GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration annuelle GERP
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...]
Constats : <u>Conclusion :</u> L'exploitant ne réalise pas de déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets alors qu'il génère ou expédie une quantité annuelle de déchets dangereux supérieure à 2 t/an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à la déclaration de ses émissions polluantes et déchets pour 2024 avant le 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois